État sri-lankais ou cinghalais ?

Jude Lal[1]

Depuis 2005, le succès des nationalistes cinghalais – JVP et JHU – et leur compétition pour le pouvoir étatique ont joué un rôle déterminant dans la reprise des conflits et la polarisation des rapports entre Cinghalais et Tamouls. La convergence des deux partis a contribué à la consolidation d'un État unitaire fondé sur la suprématie bouddhiste cinghalaise et à la justification morale d'un déni de droits de la population tamoule.

En 2005, le Janatha Vimukthi Peramuna (JVP) – le Front de libération du peuple – et le Jathika Hela Urumaya (JHU) – le Parti de l'héritage national – ont formé une alliance avec le Parti sri-lankais de la liberté (SLFP) de Mahinda Rajapakse autour du « Mahinda Chintanaya » (pensée, idéologie ou conscience de Mahinda), le manifeste électoral de ce dernier. L'alliance a remporté les élections et Mahinda Rajapakse est devenu président du Sri Lanka en novembre 2005.

L'alliance avait été formée à l'époque où le gouvernement sri-lankais et les Tigres de libération de l'Îlam tamoul (LTTE) appliquaient un accord de cessez-le-feu depuis 2002 avec l'aide du gouvernement norvégien. L'accord était fondé sur un mémorandum d'entente qui visait à promouvoir des mesures de confiance entre les deux parties en conflit, en démilitarisant les zones tamoules surveillées par les forces de sécurité sri-lankaises et en réinstallant et

1. Ancien coordinateur national du syndicat des pêcheurs du Ceylan au Sri Lanka, enseignant et chercheur à l'Ecole œcuménique irlandaise, au Trinity College de Dublin, au Saunt Patrick's College et au Carlow College, sur les problématiques « religions et mondialisation ».

réhabilitant la population tamoule déplacée dans le nord et l'est de l'île. Ces mesures visaient à aider la population tamoule qui souffrait de la guerre depuis près de trente ans à retrouver une vie normale, de même qu'à créer une atmosphère favorable aux négociations politiques sur les principales conséquences des soixante années d'existence de l'ancien mouvement nationaliste tamoul.

Montée du nationalisme cinghalais : un obstacle à la paix

Les deux principaux partis politiques majoritaires cinghalais, le Parti national uni (UNP) et le Parti sri-lankais de la liberté (SLFP), avaient conclu de nombreux accords avec les partis nationalistes tamouls durant les trente premières années du conflit, mais ceux-ci avaient été abrogés par les gouvernements sous la pression des forces nationalistes cinghalaises. Au terme des trente années de conflit armé qui suivirent, les gouvernements dirigés par ces deux partis qui avaient adopté une approche militariste entamèrent des négociations avec le LTTE, en particulier sur les défis internationaux, économiques, politiques et militaires qu'ils devaient affronter.

Mahinda Rajapakse, alors Premier ministre du président Chandrika Kumaratunga, présenta au parlement un accord sur le partage de la gestion de l'aide internationale post-tsunami, appelé « Structure de gestion opérationnelle post-tsunami » (P-TOMS), entre le gouvernement sri-lankais et le LTTE. Quelques mois plus tard toutefois, il forma une alliance avec le JVP et le JHU qui s'opposaient catégoriquement au projet de loi.

Le « Mahinda Chintanaya » de la nouvelle alliance fut principalement rédigé par le JVP et le JHU. Non seulement, il s'opposait à l'accord de cessez-le-feu, au mémorandum d'entente et à l'accord de gestion de partage de l'aide internationale post-tsunami, mais il refusait aussi catégoriquement de répondre à la revendication démocratique des nationalistes tamouls qui voulaient partager le pouvoir depuis 60 ans. Le document fut distribué pendant la campagne électorale sans aucune note bibliographique, mais en mentionnant toutefois le nom de Mahinda Rajapakse. Mis à part la vision suprématiste cinghalaise de l'État, le document ne contenait aucun élément réellement novateur, mais servait de propagande pour faire croire au peuple qu'il s'agissait d'un programme politique socio-économique nouveau par rapport aux promesses des régimes antérieurs.

La vision suprématiste cinghalaise évoquait un *nobedunu ratak-bahutara sammuthiyak-gauravaneeya samayak* (un pays uni, un consensus majoritaire, une paix honorable). Le Mahinda Chintanaya ou le manifeste électoral de novembre 2005 spécifiait explicitement (ou professait comme s'il s'agissait d'un article de foi) que le caractère unitaire de l'État devait être respecté et qu'il fallait, par conséquent, réhabiliter l'État *de facto* dans le nord et l'est du pays, sous administration du LTTE (Stokke, 2006), abroger l'accord de cessez-le-feu de 2002 qui reconnaissait le gouvernement sri-lankais et le LTTE, et supprimer l'aide norvégienne ou toute autre aide occidentale. Les effets cumulés de ces mesures ont conduit à reconsidérer sans réserve l'option militaire.

Paix relative et justification morale de la guerre

Lors de la campagne présidentielle de 2005, le JVP et le JHU accusèrent Ranil Wickremesighe de l'UNP, qui avait signé l'accord de cessez-le-feu avec le LTTE en 2002, et le président Chandrika du SLFP, qui avait accepté le P-TOMS en 2005, d'avoir trahi la nation et déshonoré les « sacrifices » de milliers de *sinhala ranaviruwo* (héros de guerre cinghalais) qui s'étaient battus pour l'intégrité territoriale et la souveraineté de la *srilanka mathawa* (patrie sri-lankaise) contre les *demala koti thrastavadeen* (les Tigres terroristes de libération de l'Îlam tamoul).

La revue *Muragala* (pierre gardienne) du *Deshahiteshi Jathika Viyaparaya* (Mouvement national patriotique), l'organisation nationaliste du JVP qualifia, en juillet 2005, le P-TOMS de Chandrika Kumaratunga de *Maha Pavadeema* (grande trahison). Le mot cinghalais *Maha Pavadeema* est utilisé pour désigner les anciennes alliances dynastiques avec l'« autre » contre l'existence de la *sasana* (la communauté des moines bouddhistes). L'« autre » doit ici être entendu comme un « Tamoul », contre le « moi bouddhiste cinghalais ». D'un point de vue épistémologique, la peur de l'autre est née de la séparation entre le moi et l'autre. Idéologiquement, c'est ainsi que la suprématie bouddhiste cinghalaise a été justifiée.

Avant de former une alliance avec le SLFP autour du manifeste Mahinda Chintanaya lors de l'élection présidentielle de 2005, le JVP et le JHU avaient tenté de démanteler le P-TOMS au moyen de deux approches différentes. Le JVP avait obtenu de la Cour suprême sri-lankaise une ordonnance d'injonction provisoire contre la gestion partagée de l'aide internationale post-tsunami, basée sur la

clause constitutionnelle de la souveraineté et du caractère unitaire de l'État, tandis que le JHU avait obtenu la promesse de l'ambassadeur états-unien à Colombo de ne pas allouer de fonds au mécanisme de partage dont faisait partie le LTTE (les États-Unis avaient coprésidé le processus de paix de 2002 avec la Norvège, l'Union europrénne et le Japon). Le vénérable Omalpe Sobitha Thero, principal moine parlementaire du JHU, avait mené une campagne en face du temple de la Dent sacrée, conservant la relique du Bouddha à Kandy, pour en finir avec le P-TOMS. Cette campagne avait été appelée *avihinsavadee jeevitha pujava* – ce qui signifie donner sa vie de manière non-violente comme un *bodhisattva,* le compatissant dans la tradition bouddhiste[2].

Lors de la campagne électorale de 2005, l'utilisation du nom « Mahinda » (nom du premier *Bhiksu* venu d'Inde pour introduire le bouddhisme sur l'île) évoquait l'idée d'une « civilisation bouddhiste cinghalaise immaculée » dans l'esprit collectif de la circonscription électorale du sud. Étant donné que le candidat à la présidence, Mahinda Rajapaske, était originaire du sud du pays, considéré comme le berceau des anciens guerriers bouddhistes cinghalais tels que Duttagamini et Keerthi Vijayabahu qui s'étaient battus contre les invasions du sud de l'Inde, le nom « Mahinda » justifiait également un programme militaire favorable à l'État unitaire et contre les revendications tamoules menées dans le nord et l'est du pays par le LTTE. La campagne électorale de Rajapaske s'est ainsi autobaptisée *Deveni Mahindagamanaya* (le retour de Mahinda).

Jusqu'à la fin de 2005, la société sri-lankaise a vécu une période de paix relative grâce à l'accord de cessez-le-feu de 2002. Le JVP et le JHU ont ensuite jeté les bases idéologiques pour justifier moralement l'abrogation de l'accord de cessez-le-feu et le retour à la guerre. La justification morale de la guerre contre la résistance tamoule s'appuyait sur l'idéologie de l'État unitaire bouddhiste cinghalais, basée largement sur les interprétations des enseignements, récits, rites, symboles et lieux de culte bouddhistes. Comme l'explique Tessa Bartholomeusz, il s'agit là d'un « particularisme éthique » de l'idéologie bouddhiste cinghalaise (Bartholomeusz, 2006).

---

2. Voir la publication spéciale du sous-comité de presse et de propagande du JHU sur le P-TOMS.

Bataille patriotique entre le JVP et le JHU

Il ne fait aucun doute qu'avec l'affaiblissement de l'UNP et du SLFP, les deux principaux partis politiques traditionnels, le JVP et le JHU ont fait leur entrée sur le devant de la scène – en particulier durant cette dernière décennie – en devenant partenaires des gouvernements de coalition. Ils ont radicalement consolidé le concept idéologique de l'État unitaire cinghalais, afin que le gouvernement au pouvoir et le principal parti de l'opposition cinghalais ne puissent en aucun cas s'écarter de cette idéologie.

Par ailleurs, la plus importante dynamique politique interne au sein du nationalisme cinghalais a été déterminée par le conflit entre le JVP et le JHU, qui se sont engagés dans une bataille en vue de montrer aux électeurs quel était le parti le plus nationaliste (ou patriotique) pour défendre l'État unitaire cinghalais. On peut dire que c'est le JHU qui a donné le ton à la campagne nationaliste cinghalaise contre le mouvement nationaliste tamoul et qui a poussé le JVP à adopter une approche plus compétitive afin de galvaniser le soutien des Cinghalais.

Parmi les politiques internes du nationalisme cinghalais, la dernière phase de la guerre génocidaire contre les Tamouls – laquelle a débuté avec le manifeste Mahinda Chintanaya de 2005 – peut être considérée comme la conséquence de la bataille entre le JVP et le JHU pour contrôler le pouvoir (en radicalisant le nationalisme traditionnel cinghalais dirigé par l'UNP et le SLFP). Cette bataille interne a eu lieu en même temps que celle entre les principales puissances mondiales – les États-Unis, la Chine et l'Inde – pour contrôler l'Océan indien.

Notre article se limitera à analyser la nature politique, socio-économique et idéologique du JVP et du JHU, ainsi que leurs différentes approches sur la formation de la dynamique interne au sein du régime cinghalais qui s'est opposé catégoriquement aux aspirations démocratiques du peuple tamoul à la liberté. Il analysera également les contradictions inhérentes de la circonscription cinghalaise, laquelle a constitué la base idéologique et matérielle des deux partis. De telles contradictions ont pu contribuer à assurer un discours politique alternatif sur l'hégémonie de l'État cinghalais.

État sri-lankais ou État cinghalais ?

Afin de comprendre la politique du JVP et du JHU, il convient d'analyser la base idéologique et matérielle de leur électorat et son lien avec le caractère unitaire de l'État. L'État sri-lankais postcolonial n'est pas une entité culturelle politique résultant d'une bataille nationaliste anticoloniale qui prévoyait un État garantissant les droits de tous ses citoyens. En effet, cet État est essentiellement une construction coloniale britannique qui comporte des caractéristiques inhérentes de la colonisation.

Idéologiquement, la supériorité bouddhiste cinghalaise est une construction de la pratique coloniale britannique qui s'est opposée à l'identité dravidienne tamoule par une lecture sélective de l'histoire du sous-continent indien (Jeganathan, 1995). La pratique coloniale a conservé la base sociale et économique de l'élite terrienne cinghalaise (aristocrates et moines) en garantissant la propriété foncière et en taillant une structure étatique centralisée. Ainsi, elle a fait de l'île une base stratégique du sous-continent indien, le « *joyau de la couronne*[3] ». C'est dans cette trajectoire historique que sont apparus les deux principes fondamentaux du nationalisme bouddhiste cinghalais : l'homogénéisation culturelle – dont le bouddhisme theravada est le facteur le plus important – et la centralisation de la structure étatique par un État unitaire.

Déjà avant l'indépendance de 1948, l'État sri-lankais était un État-providence (fournissant des services d'irrigation, des terres aux paysans, des soins de santé, l'enseignement, la rénovation des anciens lieux bouddhistes, etc.) qui subvenait aux besoins des paysans cinghalais (en réinstallant aussi les paysans cinghalais sans toit), des enseignants, des médecins indigènes, des moines et des employés des secteurs public et privé qui représentaient les classes sociales moyennes rurales et semi-urbaines.

Satchi Ponnambalam montre que, parmi les colonies britanniques, le Sri Lanka comptait le pourcentage d'allocations publiques le plus élevé (Ponnambalam, 1981). Cet État-providence, rendu possible grâce aux devises générées par l'exploitation des travailleurs tamouls (qui étaient privés de leur citoyenneté et n'avaient dès lors pas accès aux allocations publiques), était essentiellement

3. Voir l'analyse géopolitique et économique coloniale et postcoloniale réalisée par le groupe Hiru, intitulée « Mathavadaya saha Vigrahaya ».

centralisé. Grâce à ses allocations publiques et à sa centralisation, l'État a su maintenir la stabilité politique nécessaire sur l'île stratégique.

Au lendemain de l'indépendance, lors de l'édification de la nation, l'objectif a été l'expansion de l'État-providence. L'idéologie bouddhiste cinghalaise de l'État unitaire a été renforcée, privilégiant la majorité cinghalaise et excluant les Tamouls de la vie politique et économique. Des accords bilatéraux conclus entre les gouvernements cinghalais et les partis politiques tamouls à la suite de la résistance tamoule non violente, ont été unilatéralement abrogés sous la pression des classes moyennes bouddhistes cinghalaises. À la fin des années 1960, alors que l'élite politique cinghalaise dirigée par l'UNP et le SLFP avait conservé l'idéologie cinghalaise et la structure de l'État unitaire, l'État-providence n'était plus viable en raison des contradictions inhérentes à son économie.

L'origine et l'insurrection de 1971 du JVP reflétaient l'instabilité socio-économique croissante des classes moyennes rurales et semi-urbaines, dépendantes de l'État pour assurer leur stabilité sociale et économique. Après l'introduction rapide de politiques économiques de libre marché à partir de 1977 – qui ont déréglé l'économie protectrice fermée –, la situation socio-économique de ces classes s'est à nouveau dégradée avec la seconde insurrection du JVP entre 1987 et 1989. Les deux insurrections ont été brutalement brisées par les gouvernements au pouvoir dirigés par l'élite cinghalaise, tandis que le bourreau et la victime se sont unis au sein du régime pour soutenir la construction politique et idéologique de l'État bouddhiste cinghalais.

L'anti-impérialisme du JVP comportait une approche biaisée. Il était exclusivement pro-cinghalais. En effet, le JVP avait ressuscité les anciennes personnalités cinghalaises comme symboles politiques et fait l'impasse sur les personnalités tamoules comme Sangili ou Bandara Vannian qui s'étaient battues contre les colons occidentaux dans le nord du pays. Le président du JVP était originaire de Ruhuna, une ville située dans le sud du Sri Lanka sur laquelle avait régné le roi épique *Mahavamsa*, Duttagamini. Le nom du plus proche lieutenant du roi avait été attribué aux deux principaux dirigeants du JVP ; le drapeau du front représentait un lion sur fond rouge.

Gamini Samaranayake note que « *le chauvinisme exacerbé au sein du JVP attirait la jeunesse bouddhiste cinghalaise des zones*

rurales et servait en même temps de barrière aux mobilisations de jeunes tamouls du nord et de l'est du pays » (Samaranayaka, 1987). Le terme *deshapremaya*, qui signifie l'« amour du pays », était utilisé pour exprimer la « *colère collective de la lutte des classes anti-impérialiste*[4] ». Cependant, cette lutte n'a pas reconnu l'exploitation des travailleurs tamouls qui représentait la base économique de l'État-providence. Les travailleurs tamouls étaient considérés comme un instrument de l'expansionnisme indien sur l'île. Il en fut de même pour la lutte nationaliste tamoule dans le nord et l'est du pays lors de la seconde insurrection du JVP entre 1987 et 1989.

L'idée de l'expansionnisme indien a été empruntée par le JVP au Parti communiste de Ceylan (maoïste) pendant la guerre d'Indochine, en 1962, et correspondait parfaitement à la polarité culturelle entre les bouddhistes cinghalais et les Dravidiens tamouls. Bien que le JVP se soit décrit comme un parti défendant une idéologie socialiste laïque, il est évident qu'il n'a pas su transcender une forme de nationalisme essentiellement raciale et religieuse. Son discours selon lequel la révolution socialiste ne peut se réaliser que par le patriotisme ne tient pas la route, puisque le concept de nation et d'État, tel qu'il a été défini, exclut les Tamouls. Tout comme pour les pays latino-américains, la nation sous sa forme inclusive n'est pas opérationnelle au Sri Lanka. Dans ce contexte, le mot *maubima* (patrie), utilisé par le JVP, désignait le pays des Cinghalais.

Dès la création du JVP, l'État unitaire majoritairement cinghalais a été conservé, comme pour maintenir sa culture et sa politique. Lors de la seconde insurrection du JVP en 1987-1989, l'État a déclaré être le seul pouvoir autorisé à accorder des qualités de dirigeant aux moines et aux autres nationalistes cinghalais en vue de sauver le pays du séparatisme tamoul et de l'expansionnisme indien, nés de l'accord de paix indo-srilankais qui a conduit à l'implantation de l'armée indienne dans le nord et l'est du Sri Lanka en 1987.

L'Inde (également alliée de Moscou) a commencé à soutenir la résistance militante tamoule lorsque le gouvernement de l'UNP, pro-Washington, est arrivé au pouvoir au Sri Lanka. Ce gouvernement a non seulement promu une économie de libre marché, mais a également défendu une idéologie bouddhiste cinghalaise forte, évoquant la mémoire d'une civilisation bouddhiste cinghalaise immaculée. La position du JVP, anti-impérialiste et pro-cinghalaise, représentait

4. Voir le discours du dirigeant du JVP dans le journal *Deshapremi* du 8 août 1970.

une contradiction en soi, mais s'expliquait par la construction idéologique de l'expansionnisme indien et par son lien présumé avec le mouvement nationaliste tamoul. Curieusement, lorsque les dynamiques géopolitiques ont commencé à changer au moment de la chute de l'Union soviétique, le JVP n'a pas remarqué que le LTTE menait une résistance armée contre la domination sri-lankaise et indienne.

Trois tendances politiques : le JVP, le JHU et le groupe Hiru

Après l'insurrection du JVP de 1987-1989 et son écrasement brutal par le gouvernement de l'UNP, trois tendances contradictoires ont eu cours au sein du JVP. Deux d'entre elles ont été particulièrement visibles entre 1992 et 1994. Durant cette période, l'idéologie suprématiste cinghalaise du parti se faisait discrète et se forgeait clandestinement.

Un premier courant était représenté par le nouveau journal populaire *Hiru* qui avait énormément de lecteurs et qui était soutenu par le JVP. Ce journal a mis l'accent sur l'organisation des victimes de la répression militaire et des classes économiques et sociales touchées par les politiques de privatisation et d'acquisition des terres défendues par le gouvernement. *Hiru*, en tant que journal populaire, relatait aussi la détresse des réfugiés tamouls dans le nord et l'est du pays qui représentait la conscience collective antigouvernementale des populations musulmanes, cinghalaises et tamoules.

Une autre tendance consistait en une critique de la lecture marxiste de l'histoire, qui rejetait l'idée d'une conscience ouvrière. En revanche, elle appuyait une classe nationaliste cinghalaise défendant la conscience culturelle perpétuelle (ou « conscience civilisationnelle » comme l'appelle Samuel Huntington) comme base du changement politique. Nalin De Silva et Gunadasa Amarasekara défendaient également cette idée. Ceux qui soutenaient cette vision du primordialisme ou perpétualisme culturel formaient le groupe *Jathika Chintanaya* (pensée ou conscience nationale).

La chute du bloc soviétique a souvent été considérée comme un échec du marxisme et l'accent a alors été mis sur une solution nationale, cinghalaise et bouddhiste aux problèmes culturels, socio-économiques, ainsi qu'à la crise entre les nations tamoule et cinghalaise du pays. La résistance nationale tamoule n'était pas considérée comme une *Jathika Gataluwa* (question nationale), mais

comme une conspiration terroriste soutenue par les pouvoirs occidentaux opposés aux bouddhistes cinghalais (De Silva, 2006a).

Champika Ranawaka, actuel dirigeant du JHU, était partisan de cette politique. En 1988, il était membre du comité du *Jathika Shisya Maddhayastanaya* (Centre national des étudiants) du JVP et de l'*Anthar Vishavavidyala Shisya Bala Mandalaya* (Fédération des étudiants interuniversitaire). Ranawaka affirmait que le *Jathika Chintanaya* devait être inclus dans un programme politique en vue de prendre le contrôle de l'État, sans quoi il serait inutile (Ranawaka, 2001). En résumé, il soutenait que le *Jathika Chintanaya* n'avait aucun sens sans pouvoir étatique.

Ranawaka a créé le *Ratavesi Peramuna* (Front des citoyens) en 1990. En cinghalais, le terme *ratavesi* insistait sur la compréhension « féodale » du terme citoyen et s'opposait au terme *puravesi*, qui renvoyait à sa dimension « cosmopolite ». En ce sens, *ratavesi peramuna* peut être traduit par « front des compatriotes » (compatriotes s'opposant aux étrangers). En 1992, il a ensuite créé les *Janatha Mithuro* (Amis du peuple) arborant le slogan « nous montrerons comment non pas tuer, mais sacrifier nos vies ». Ils souhaitaient être perçus dans la société cinghalaise comme un groupe pacifiste différent des militants du JVP.

Lors de plusieurs entretiens réalisés entre 1991 et 1992, Ranawaka a affirmé qu'il était nécessaire de former une nouvelle force politique avant que le JVP « *ne refasse surface* ». Il a déclaré que la culture bouddhiste cinghalaise n'était pour eux qu'une façade et que les militants du JVP demeuraient des marxistes laïques ultraconservateurs qui ne soutiendraient pas les anciennes valeurs culturelles de la nation fondées sur l'écohumanisme. Cette approche avait tendance à glorifier le passé, à vilipender le présent et à diaboliser les traditions séculaires et religieuses pour mieux consacrer la variante cinghalaise du bouddhisme.

En 1994 et 1995, l'idéologie suprématiste cinghalaise du JVP est devenue manifeste lorsque le parti est entré en politique en contestant les élections. Un conflit a éclaté au sein du JVP lorsque le journal *Hiru* s'est opposé à la campagne militaire du président Chandrika Kumaratunga contre le LTTE en 1995. Comme le journal relatait les atrocités de la guerre déclarée par le gouvernement aux Tamouls et rappelait l'insurrection militaire du JVP de 1987-1989, le JVP a arrêté de soutenir le *Hiru* et considéré les personnes qui défendaient une position pacifiste, comme des partisans des Tigres.

La troisième tendance est venue du groupe *Hiru* à partir de 1995. Il reconnaissait inconditionnellement le mouvement nationaliste tamoul pour son autodétermination et réclamait un changement de l'État, afin qu'il garantisse non seulement la liberté des Tamouls, mais aussi les droits démocratiques des Cinghalais.

Consolidation et intensification de la suprématie cinghalaise

La réapparition du JVP et l'émergence du JHU dans sa forme actuelle ont eu lieu principalement après 1994-1995. Les 17 années de gouvernance de l'UNP, de 1977 à 1994, ont été marquées par une guerre massive contre le mouvement nationaliste tamoul emmené par le LTTE, l'insurrection brutale du JVP et l'introduction de politiques économiques de libre marché. La défaite de l'UNP et la montée au pouvoir de Chandrika Kumaratunga du SLFP en 1994-1995 devaient humaniser l'économie et les rapports nationaux entre les Cinghalais et les Tamouls.

Mais il en a été autrement. En effet, des politiques néolibérales ont rapidement été mises en place et ont affecté la stabilité économique et sociale. Par ailleurs, de nouvelles opérations miliaires appelées « guerre pour la paix » – le mot « paix » désignant ici un accord politique pro-cinghalais – ont été lancées dans le nord du pays et finalement stoppées avec succès par la résistance du LTTE qui avait construit ses propres structures étatiques en 2001.

C'est dans un contexte d'affaiblissement de l'État suprématiste cinghalais et de la stabilité économique et sociale, que le JVP a obtenu une large adhésion (trente-neuf sièges parlementaires) et que le JHU s'est démarqué en stimulant les forces nationalistes bouddhistes cinghalaises dans un parti dirigé par les moines bouddhistes (neuf sièges parlementaires). En raison de l'affaiblissement de l'État unitaire et de la résistance nationaliste tamoule, les deux principaux partis politiques traditionnels, l'UNP et le SLFP ont perdu de leur crédibilité au sein du régime cinghalais. Le JVP et le JHU ont, quant à eux, gagné du terrain en devenant des partis politiques cinghalais prêts à tout pour consolider l'État et ainsi conserver les privilèges des classes moyennes cinghalaises.

Contrairement au JVP, le JHU a régulièrement changé d'appellation avant d'adopter son nom actuel. Le nom *Janatha Mithuro* a été abandonné et un parti politique appelé *Sihala Urumaya* (Parti de l'héritage cinghalais) a été créé par des moines bouddhistes en 2000. En 2004, le parti a adopté son nom actuel, le *Jathika Hela*

Urumaya. Il a également conservé ses organisations de front telles que la *Sinhala Veera Vidhana* (une organisation qui supportait les sociétés commerciales cinghalaises dans les grandes villes) et le *Thrasta Virodhi Jathika Viyaparaya* (Mouvement national contre le terrorisme) qui organisait les campagnes anti-LTTE.

Le JVP a appelé les Cinghalais, les Tamouls et les musulmans à s'unir afin de protéger l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'État unitaire. Ils souhaitaient un État sri-lankais, mais dont l'essence serait cinghalaise. Le JHU a, pour sa part, déclaré que son seul objectif était d'établir un *Bauddha Rajjya* dans lequel les Cinghalais constitueraient la seule nation du pays et « les autres » ne seraient que des groupes ethniques. Dans ce cas-ci, l'utilisation cinghalaise du mot *rajjaya* ne désigne pas un gouvernement, mais bien un royaume.

L'idéologie suprématiste cinghalaise du JVP et du JHU reflète la base matérielle du mouvement politique que mènent ces partis. Ces deux partis n'ont en effet pas donné lieu à deux mouvements politiques distincts. Ils renforcent le même mouvement nationaliste bouddhiste cinghalais en vue de protéger l'État unitaire. Néanmoins, ces deux protagonistes représentent deux segments des classes moyennes au sein du système politique cinghalais. Le JHU représente l'intelligentsia bouddhiste cinghalaise urbaine et semi-urbaine, à la fois le clergé et les laïcs, tandis que le JVP représente une large frange des classes moyennes qui inclut les syndicats des secteurs public et privé, les étudiants universitaires et les paysans terriens. Comparé au JVP, le JHU ne compte pas énormément de ruraux. Cependant, on ne peut évaluer le pouvoir du JHU en fonction du nombre de ses membres.

Bien que l'idéologie des deux partis soit la même en matière de défense de l'État unitaire cinghalais, elle diverge dans le traitement des griefs socio-économiques de la population. Toutefois, ces similitudes et divergences sont devenues un catalyseur important des politiques nationalistes et permettent de consolider l'état d'esprit suprématiste cinghalais.

En compétition avec le JHU pour la même base matérielle qui est étroitement liée à l'idéologie d'Etat cinghalais, le JVP a créé le *Jathika Bikkshu Peramuna* (Front national bhiksu) pour contrer la *Jathika Sangha Sabawa* (Conférence nationale sangha), la formation du JHU. Le JVP a également formé le *Desha Hiteshi Jatika Viyaparaya* (Mouvement national patriotique) avec des idéologues

du *Jatika Chintanaya* comme Gunadasa Amarasekara pour répondre à l'organisation du Front du JHU.

Afin de gêner les nombreuses activités religieuses bouddhistes organisées par le JHU pour soutenir l'armée, le JVP a organisé la *Manel Mal Viyaparaya* (campagne de la fleur de lotus). Plus le JHU utilisait un langage religieux, plus le JVP était contraint d'en faire de même. La proximité de leurs idéologies et les luttes pour le pouvoir étatique ont ainsi renforcé le racisme cinghalais et justifié moralement la guerre contre les Tamouls.

Les facteurs divergents ont également intensifié la suprématie cinghalaise. Le JHU a accusé régulièrement le JVP de menacer le gouvernement en organisant des grèves de travailleurs, d'étudiants et de professionnels à un moment où les forces de sécurité sri-lankaises menaient une guerre contre la résistance nationaliste tamoule. En réponse à cette accusation, le JVP mena des mouvements importants qu'il appelait *rata rakina muradevathavo* (divinités gardiennes protégeant le pays) afin de soutenir les forces de sécurité.

Le JVP s'est ainsi autoproclamé *rata hadana ekma pakshaya* (le seul parti qui construit le pays). Construire le pays doit ici être entendu comme la lutte pour les droits des travailleurs, des paysans, des étudiants et des professionnels et contre les politiques néolibérales de privatisation. L'expression accrocheuse *rata rakina rata hadana* (protéger et construire le pays) a attiré une part importante des classes moyennes et inférieures cinghalaises, car elle laissait envisager une forme de socialisme national cinghalais.

D'une part, le JVP soutenait inconditionnellement la guerre du gouvernement contre les Tamouls et, d'autre part, il s'opposait au gouvernement sur les questions économiques. Face au JHU, le JVP ne pouvait en aucun cas adopter une approche légère sur la question nationale. La bataille incessante entre les deux partis a finalement poussé le secrétaire de la propagande du JVP à déclarer en pleine guerre que les Cinghalais étaient prêts « à mourir de faim » pour soutenir la guerre contre la résistance nationaliste tamoule et à mettre de côté les griefs économiques de la circonscription cinghalaise du JVP.

Le JVP s'est divisé en 2008 en raison des différences de positions par rapport aux actions tactiques visant à soutenir le gouvernement. La nouvelle fraction s'appelle le *Jathika Nidhahas Peramuna* (JNP) – le Front national de la liberté. Elle renforce un peu plus l'État unitaire cinghalais, étant donné que les trois groupes rivalisent

entre eux pour trouver « *la meilleure façon de vaincre le séparatisme tamoul* ». L'organisation du Front du JVP, le *Desha Hiteshi Jatika Viyaparaya* (Mouvement national patriotique), s'étant alignée avec le JNP, une nouvelle organisation de front a été créée : le *Desha Hiteshi Jathika Madyastanaya* (Centre pour le mouvement national patriotique). Ainsi, la bataille entre le JVP, le JHU et le JNP n'a fait qu'intensifier massivement les politiques suprématistes cinghalaises contre les Tamouls et les autres communautés religieuses et ethniques de l'île. La bataille entre les partis a profondément polarisé les nations tamoule et cinghalaise.

Conclusion

Après la conquête militaire des zones détenues par le LTTE dans le nord et l'est du pays par le gouvernement sri-lankais en mai 2009, le JVP, le JHU et le JNP ont relancé leurs campagnes, affirmant que le « *terrorisme avait été vaincu, mais non le séparatisme* » et interdisant ainsi toute forme de transfert de pouvoir. Durant ces campagnes, alors que les Tamouls ont été contraints de vivre dans des camps de détention dans des conditions inhumaines, la société cinghalaise s'est enfoncée dans un abîme de racisme qui s'est institutionnalisé par le biais des partis politiques cinghalais et des structures étatiques.

Dans cette polarisation des rapports entre Cinghalais et Tamouls, le rôle du JVP et du JHU et leur lutte pour le pouvoir étatique via les bases matérielles (État-providence) et culturelle (idéologie étatique bouddhiste cinghalaise) des classes moyennes ont été cruciaux. Les tentatives du JVP et du JHU pour résoudre les contradictions existantes au sein du pays ont consisté à consolider l'hégémonie de l'État-nation cinghalais.

Cependant, l'hégémonie de cet État n'est pas une simple construction politique et culturelle. Sans le soutien militaire massif venu du reste du monde, l'État sri-lankais n'aurait pas survécu. En menant et en justifiant la guerre contre la résistance nationaliste tamoule, les alliances formées par le gouvernement sri-lankais avec d'autres puissances mondiales, telles que la Chine et les États-Unis, l'Inde et le Pakistan, l'Iran et Israël ont fait de lui un État exceptionnel, « le chouchou de l'Asie du Sud ».

Ces alliances ont non seulement refusé le droit à l'autodétermination de la nation tamoule opprimée, mais elles ont aussi supprimé toute dissidence démocratique au sein du pays, même parmi

les Cinghalais. En effet, comme le marché des alliés régionaux et mondiaux de l'État sri-lankais était en train d'engloutir l'île et de contribuer à provoquer sa chute sociale et économique, la dissidence grandissante devait être brutalement éliminée afin de défendre l'État cinghalais.

La conscience morale de la société cinghalaise, qui s'exprimait par des acteurs comme le *groupe Hiru,* s'est murée dans le silence. Les membres du groupe et d'autres personnes partageant la même sensibilité ont été forcés de fuir l'île en raison des menaces de persécution. La consolidation de l'État suprématiste cinghalais par la convergence des forces politiques internes et externes est une négation, non seulement du droit collectif des Tamouls de pouvoir exister en tant que communauté politique et culturelle distincte, mais aussi de toute dissidence démocratique au sein de la communauté cinghalaise. La reconquête de l'humanité au Sri Lanka est indiscutablement liée à la transformation radicale de son État.

Traduction de l'anglais : Véronique Jamart

Bibliographie

Bartholomeusz T. (2006), « In Defense of Dharma : Just War ideology in Buddhist Sri Lanka », *The Ethics of War in Asian Civilisations : A Comparative Perspective*, Torkel Brekke, Londres, Routledge, p. 145-156.

De Silva N. (2006), *Panashaye Daruwo*, Colombo, Chinthana Parshadaya.

De Silva N. (2006), *Ape Pravada*, Boralesgamuwa Visidunu Prakashakayo.

Jeganathan P. (1995), « Authorizing History, Ordering Land : The Conquest of Anuradhapura », *in* Jenagathan P., et Ismail Q., *Unmaking the Nation : The Politics of Identity and History in Modern Sri Lanka*, Colombo, Social Scientists' Association, p. 106-136.

Ponnambalam S. (1981), *Dependent Capitalism in Crisis : The Sri Lankan Economy 1948-1980*, Londres, Zed Press.

Publication spéciale du sous-comité de presse et de propagande du JHU sur le P-TOMS (non-datée).

Ranawaka P. C. (2001), *Sihala Abhiyogaya*, Colombo, Dayawansa Jayakody & Co.

Samaranayaka G., (1987), « The Changing Attitude Towards the Tamil Problem within the Janatha Vimukthi Peramuna (JVP) » in *Facets of Ethnicity in Sri Lanka*, Charles Abeysekera et Newton Gunasinghe, Colombo, Social Scientists' Association, p. 279.

Stokke K. (2006), « Building the Tamil Eelam State : Emerging State Institutions and Forms of Governance in LTTE-controlled Areas in Sri Lanka », *Third World Quarterly*, n° 6, vol. 27, p. 1021-1040.

« Mathavadaya saha Vigrahaya », *Hiru*, 23 mai 2003-15 février 2005.